



Formation au rabais : non, il n'y a pas de pénurie de journalistes à La Réunion !

C'est avec surprise et colère que le Syndicat national des journalistes (SNJ) Réunion - Océan Indien a pris connaissance ce 25 août 2025 de l'ouverture d'une prétendue « formation aux métiers **de** (*sic* !) journalisme sur le territoire réunionnais », sous l'égide de l'Etat - selon un communiqué de presse signé République française, France Travail, GIP-FCIP et Antenne Réunion.

Cette formation serait née d'un soi-disant « *constat unanime* » de « *différents médias* » (lesquels ?) d'une pénurie. Le SNJ conteste vigoureusement cette vue de l'esprit.

Les récentes difficultés des principaux titres locaux de presse écrite ont entraîné pour de nombreux journalistes qualifiés une perte totale ou partielle d'emplois et de revenus. Tous, à ce jour, n'ont pas retrouvé d'activité dans le secteur. Loin s'en faut.

En tant que premier syndicat de la profession, le SNJ défend depuis toujours des dispositifs d'enseignement sérieux et exigeants pour les futurs journalistes. Une instance nationale (la CPNEJ), regroupant patrons de presse et syndicats de journalistes, a d'ailleurs pour mission de reconnaître les cursus de formation qui répondent aux attendus de la profession (culture générale, maîtrise des techniques, connaissance des règles déontologiques et juridiques encadrant le journalisme...).

Prétendre former des journalistes en deux mois à peine est irréaliste et contrevient totalement à ces principes. Pour le SNJ, il serait plus approprié de réfléchir à la création de cursus de formation ambitieux, et conformes aux exigences de la profession, destinés aux étudiants d'outre-mer. Il faut également permettre à ces étudiants d'accéder plus aisément et équitablement aux formations déjà reconnues par la profession (au nombre de 15, elles sont toutes dans l'Hexagone).

Ouvrir une formation à la hâte, sans concertation, sans participation de l'Université de La Réunion et sans assurance sur les enseignements dispensés ou

les qualifications du corps enseignant, équivaut à proposer à la jeunesse réunionnaise un miroir aux alouettes.

Prétendre destiner cette formation aux demandeurs d'emploi ainsi qu'aux journalistes « *pigistes et intermittents du spectacle* » est par ailleurs un mélange des genres qui témoigne d'une très inquiétante méconnaissance de notre profession.

Surtout, ce qui nous est présenté comme un partenariat peut aussi être vu comme une complicité de l'Etat avec une entreprise privée qui cherche à renouveler en permanence son effectif peu expérimenté, dont elle veut maintenir le faible coût au prix d'un « turn-over » permanent. C'est d'autant plus intolérable dans le contexte actuel.

Le SNJ alerte le préfet de La Réunion, le recteur de La Réunion et le directeur départemental de France Travail et leur demande de surseoir de toute urgence au lancement de cette formation et d'en faire cesser toute promotion auprès du public.

Fait à Saint-Denis, le 26 août 2025.